



LE CENTRE MALI : VIOLENCES ET INSTRUMENTALISATION CROISÉES

AURÉLIEN TOBIE*

I. Introduction

En 2012, lors du déclenchement de la crise au Mali, les violences ont semblé être circonscrites au nord du pays, dans les régions de Gao, de Tombouctou et de Kidal. Trois ans plus tard, en 2015, leur intensification dans les régions du centre a progressivement mobilisé l'attention des autorités maliennes ainsi que des observateurs internationaux.¹

Depuis le début de la crise, il est frappant de constater que les analyses des preneurs de décision ont souvent mal estimé la détérioration de la situation au centre du pays et mal évalué la capacité de l'État à gérer efficacement les conflits qui s'y développaient.² S'il est désormais généralement admis que la crise politico-sécuritaire malienne ne peut plus être circonscrite au seul Nord Mali, il est impératif de saisir dans le détail les dimensions nationales et régionales du problème qui se développent au Centre, et l'interaction entre ces deux dimensions du conflit.³ Car il est aujourd'hui évident que les préoccupations sécuritaires du Centre rejoignent celles du Nord, en termes de gravité et d'urgence.⁴

Les nombreux acteurs, nationaux, régionaux et internationaux, de la sécurité au Mali se sont progressivement emparés de la question, élargissant leurs programmes pour prendre acte de la déstabilisation du centre du pays.⁵ Le gouvernement malien, notamment, a annoncé la mise en place d'un

¹ Il n'existe pas de définition établie de ce que recouvre l'expression « centre du Mali ». Le Plan de Sécurité Intégrée des Régions du Centre du gouvernement du Mali recouvre, par exemple, les régions de Ségou et de Mopti. Le plan de l'Union européenne qui accompagne ces politiques de sécurité (PARSEC) couvre, quant à lui, les régions de Mopti et de Gao. Pour les besoins de cette analyse, nous nous concentrons sur la région de Mopti, tout en évoquant certaines dynamiques ayant trait aux régions frontalières (Ségou, Koulikouro ou Gao), ainsi que les aires limitrophes au Burkina Faso, au Niger ou à la Mauritanie.

² International Crisis Group, « Mali Central : la fabrique d'une insurrection », Rapport Afrique n°238, juillet 2016.

³ Gregory Chauzal, Thibault Van Damme, « The roots of Mali's conflict: moving beyond the 2012 crisis », Clingendael, March 2015.

⁴ Aurélien Tobie, « Les questions de sécurité dans la société civile malienne : une nouvelle perspective », SIPRI, juillet 2017 ; Human Rights Watch, « Mali: Islamist Group Abuses, Banditry Surge », 18 Janvier 2017.

⁵ Depuis la crise de 2012, de nombreux acteurs régionaux et internationaux se sont mobilisés pour assister le gouvernement du Mali. Au-delà de la coopération bilatérale et multilatérale pré-existante, des missions spécifiques ont été déployées : missions européennes de formation de l'armée mali-

SUMMARY

● La crise malienne de 2012 a d'abord semblé circonscrite aux régions du nord du pays. Mais il est dorénavant admis que le centre du Mali est lui aussi touché par la violence.

Cet élargissement de la zone de crise a conduit les acteurs sécuritaires nationaux et internationaux à réévaluer progressivement leurs stratégies d'interventions mais également à revoir les analyses portant sur les facteurs profonds du conflit malien.

Celui-ci révèle en effet des dynamiques qui ne correspondent pas aux grilles de lectures utilisées habituellement. L'immixtion d'acteurs djihadistes à l'intérieur de conflits intra et inter communautaires rend la compréhension de la situation au Centre Mali et les réponses à y apporter en termes de développement et de sécurité, compliquées.

Basé sur des entretiens, une revue documentaire et des documents originaux, cette étude compare les différentes perspectives utilisées pour analyser le conflit en cours au centre du Mali et ses évolutions depuis la crise de 2012.

* Le travail de SIPRI au Mali est financé par la coopération Suédoise au Mali.



Plan de Sécurisation Intégrée des Régions du Centre (PSIRC). Aux côtés du Mali, ses partenaires du G5 Sahel (Mauritanie, Burkina Faso, Niger et Tchad) prévoient de déployer une Force Conjointe dans la zone pour tenter de renforcer la présence sécuritaire. À l'échelon international, l'Union européenne, via le Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et de Gao (PARSEC) ou du Programme Jeunesse et Stabilisation dans les région Centre du Mali (PROJES), appuie les initiatives gouvernementales dans les domaines du développement et de la sécurité tandis que la mission de maintien de la paix des Nations unies (Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali ou MINUSMA) a d'ores et déjà réorienté une partie de son dispositif dans la région de Mopti.⁶

D'autres initiatives, moins formelles ou plus discrètes, ont également vu le jour afin d'ouvrir un dialogue politique avec les parties en conflit dans la région : ainsi des missions de dialogue et de bons offices, ou des contacts entre élites dirigeantes à Bamako et leaders communautaires de la région de Mopti.

Mais ces bonnes volontés ne peuvent faire l'économie d'une compréhension détaillée des conflits qui fleurissent dans le centre du Mali. Pour l'heure, faute de stratégie basée sur une compréhension commune de la situation, les acteurs oscillent entre prise en compte des préoccupations des communautés du Centre dans le cadre des accords de paix existants, ou, au contraire, élaboration d'un plan spécifique pour ces régions, afin de restaurer la légitimité de l'État auprès de l'ensemble des populations.⁷

En particulier, la montée d'un phénomène djihadiste au centre du Mali doit être précisément analysée. La très forte visibilité de ces acteurs, porteurs d'une idéologie extrémiste et auteurs d'exactions de plus en plus fréquentes, ne doit pas faire négliger l'identification des raisons de leur attrait, ni la dimension politique et économique de leur action qui leur octroie indéniablement un soutien parmi certains groupes de population.

Il est donc essentiel de situer les dynamiques actuelles de la violence au Centre Mali dans un contexte plus large que celui de la seule crise de 2012, mais aussi de comprendre les logiques – historiques, politiques, économiques et communautaires – de la zone, afin d'y répondre de façon la plus pertinente.

II. Le centre du Mali dans la crise de 2012

Contrairement à ce que la prise de conscience tardive de la détérioration de la situation dans le centre du Mali peut laisser croire, cette partie du pays a été directement touchée dès la crise de 2012 : alors que l'occupation des villes du nord par des groupes djihadistes devenait peu à peu le point de fixation de l'attention internationale, c'est l'attaque par ces groupes de la ville de Konna, dans le cercle de Mopti, qui a précipité l'intervention française Serval en janvier 2013. Le territoire de l'Azawad, revendiqué par les groupes indépen-

enne et des forces de défense et de sécurité (EUTM et EUCAP), mobilisation de l'Union Africaine (AFISMA) et mise en place d'une mission de maintien de la paix des Nations unies (MINUSMA).

⁶ Conseil de sécurité des Nations unies, Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali, 28 septembre 2017, S/2017/811, p. 7.

⁷ Afin de résoudre la crise actuelle, deux accords ont été signés : un premier accord à Ouagadougou en juin 2013, et un second accord, toujours en vigueur, à Alger en mai et juin 2015. Voir Adam Thiam, « Centre du Mali : enjeux et dangers d'une crise négligée », Centre pour le Dialogue Humanitaire, mars 2017 p. 7., et International Crisis Group (2016), voir note de bas de page 2.



dantistes à l'origine de la crise, concernait le Gourma et les trois régions du nord (Tombouctou, Gao et Kidal), mais aussi une partie de la région de Mopti (cercles de Douentza et de Youwarou).⁸

Pourtant, les réponses sécuritaires, politiques et sociales apportées à cette crise, dont l'accord d'Alger de 2015 est emblématique, ont principalement concerné les régions du nord ou l'ensemble du territoire national, sans porter d'attention particulière aux besoins des régions du Centre.⁹

Des grilles de lecture du conflit concurrentes

Pour comprendre cette mise à l'écart, il faut se souvenir que l'histoire récente du Mali indépendant a été marquée par des conflits répétés affectant essentiellement les régions septentrionales du pays.¹⁰ La façon d'analyser la crise de 2012 est en partie tributaire de cet héritage même si de nouvelles dynamiques sont rapidement apparues comme incontournables avec l'implication de mouvements djihadistes ou la régionalisation du conflit.

Dans un premier temps, les principaux groupes armés identifiés lors de l'éclatement du conflit de 2012, tels que le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad, le Mouvement Arabe de l'Azawad, le Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad et les groupes qui se sont opposés à eux, comme la Coordination des Mouvements et Fronts Patriotiques de Résistance (CMFPR), s'inscrivaient bel et bien dans le schéma narratif de ces conflits cycliques affectant les trois régions du nord. La question du rôle de l'État et de sa légitimité dans les régions septentrionales du Mali était principalement en cause. Certes, d'autres facteurs entraient en jeu, comme par exemple le rôle des différentes tribus touareg dans la gestion du pouvoir et la place conférée aux pouvoirs traditionnels, mais la lecture de la situation était axée sur les thématiques liées au contrôle des ressources, du pouvoir et du territoire dans les régions de Gao, Kidal et Tombouctou.¹¹ Les revendications ayant trait à l'indépendance de ces régions, à la décentralisation, au fédéralisme ou à la reconnaissance des spécificités culturelles locales étaient la traduction logique de cette grille d'analyse, favorisant une lecture « Nord/Sud » du conflit qui ne laissait que peu de place à l'expression des dynamiques propres au Centre du Mali.

Cependant, très vite après la prise des régions du nord par les rebelles touaregs et arabes et le retrait concomitant des autorités civiles et militaires, des mouvements islamistes radicaux, dont certains éléments sont présents au Mali depuis le début des années 1990, ont pris une part plus visible dans le

⁸ Le terme « Azawad » est le nom donné aux régions du Nord par les groupes armés indépendantistes qui ont mené la rébellion de 2012, sur la base d'une identité revendiquée de ces territoires du septentrion malien.

⁹ Le rapport du Centre pour le Dialogue Humanitaire est intitulé, à juste titre, « Centre du Mali : enjeux et dangers d'une crise négligée ». L'accord d'Alger de 2015 se donne pour objectif de garantir « une solution définitive à la crise qui affecte le Nord du Mali appelé par certains Azawad ».

¹⁰ Depuis l'indépendance, quatre rébellions se sont produites dans le septentrion malien : en 1963, 1991, 2006 et 2012. Voir Grégory Chauzal, Thibault Van Damme (2015), voir note de bas de page 3.

¹¹ Les réponses gouvernementales, soutenues par les bailleurs internationaux, donnent une lecture claire de cette orientation : les plans Programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement du Nord Mali (PSPSDN - 2010), Programme de Développement Accéléré des Régions du Nord (2013), Stratégie spécifique de développement pour la Zone de Développement des Régions du Nord (ZDRN - 2015), et stratégie spécifique de développement des régions du Nord du Mali (SSD/RN - 2017), etc., ont été élaborés au fil des années.



contrôle de ces zones.¹² En négociant ou en imposant un contrôle territorial avec les groupes rebelles, des groupes comme le Mouvement pour l'Unité du Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) ou Ansar Dine, ont ajouté une dimension d'extrémisme radical au conflit existant, modifiant d'autant les perceptions des analystes sur les causes profondes de la crise.¹³

Cette présence djihadiste a favorisé l'internationalisation de la crise. Inquiets de voir prospérer un sanctuaire islamiste additionnel à ceux du Moyen-Orient, ou de la menace que pouvait présenter une connexion avec l'emprise de Boko Haram au Nigéria voisin, les acteurs internationaux ont progressivement accru leur implication sécuritaire dans la région.¹⁴ Par un effet de contraste, l'implantation de ces groupes radicaux dans les centres urbains du nord, ou leurs bases arrière dans le désert du Sahara, a éclipsé leur présence, certes moins visible mais réelle, dans les régions du Centre Mali.¹⁵

Dans le même temps, des dimensions du conflit exogènes au Mali ont été prises en compte dans les réponses fournies par les acteurs internationaux comme l'Union européenne ou l'Onu. Ainsi, l'influence de l'Algérie, du Burkina Faso, du Niger ou de la Mauritanie sur les groupes rebelles opérant au nord du pays a été reconnue, leur rôle devenant prépondérant dans les négociations menant à l'accord de paix d'Alger de 2015. L'Algérie, en particulier, a un rôle historiquement important dans le contrôle des groupes rebelles touaregs du Nord Mali ; la crise libyenne a également joué un rôle notable dans le retour de combattants touaregs, et dans l'armement des groupes rebelles, ou djihadistes, au nord du pays. Dans ce contexte, l'émergence de groupes djihadistes maliens a été essentiellement lue à travers le prisme d'une influence extérieure, plutôt que résultant de dynamiques endogènes au Mali.

Le centre du Mali oublié ?

On comprend donc comment, dans ce contexte, les causes spécifiques de la détérioration de la situation sécuritaire au centre du pays ont été longtemps ignorées. Depuis 2012, les analyses se focalisaient, de façon compréhensible, sur le Nord, ce qui emportait des conséquences sur l'orientation des réponses apportées à la crise et sur leurs financements.¹⁶ Par ailleurs, les moyens en ressources humaines indispensables à la conduite d'une analyse détaillée

¹² Le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), issu des luttes algériennes des années 1990, s'est progressivement installé dans le nord du Mali et est devenu Al Quaida au Maghreb Islamique (AQMI) en 2006. Si la transition indique une identité malienne plus marquée, les liens transfrontaliers avec l'Algérie restent importants pour les groupes armés issus de cet héritage historique.

¹³ Le MUJAO est né en 2011 au nord du Mali, principalement basé dans la région de Gao. Ansar Dine est un mouvement djihadiste salafiste, fondé en 2012 par Iyad ag Ghali, une figure touarègue du Nord Mali.

¹⁴ Si ces connexions entre groupes djihadistes maliens et groupes djihadistes se réclamant de Boko Haram ne se sont pas réalisées, cette menace a bel et bien été invoquée lors des premières analyses portant sur les acteurs de la crise au Mali.

¹⁵ Emmanuel Grégoire, « Islamistes et rebelles touaregs maliens : alliances, rivalités et ruptures », *EchoGéo*, juillet 2013.

¹⁶ International Crisis Group (2016), voir note de bas de page 2.



des situations singulières du centre du pays sont limités.¹⁷ D'autant que, pour des raisons de sécurité et de manque d'infrastructures de transport, l'accès à certaines zones reste difficile pour les chercheurs et les personnels des organisations internationales.¹⁸ Si des investissements dans la sécurisation des déplacements ont été en partie consentis pour les régions nord du Mali (liaisons aériennes assurées par les Nations unies, convois sécurisés), cela est moins le cas pour les régions du centre, considérées comme moins prioritaires.

La complexité de lecture de ce qui se joue dans la zone Centre tient plus fondamentalement encore à la difficulté d'identifier les causes de la violence et la nature des conflits. Il n'existe pas de ligne de front clairement établie, pas plus que de groupes précisément identifiés dont les revendications pourraient permettre une base de négociations.¹⁹ La réalité même de l'émergence d'un Front de Libération du Macina (FLM), en 2015, a été initialement mise en doute, cette appellation n'étant pas utilisée au sein des communautés locales. Il semble que l'identification de ce groupe comme principal acteur djihadiste au Centre ait été davantage liée au besoin d'identification d'un acteur pour expliquer la recrudescence des violences, qu'à l'émergence d'un phénomène clairement structuré au niveau local.²⁰ D'ailleurs, les cibles même des attaques dans la région varient fortement – autorités traditionnelles et notabilités locales, forces de sécurité, individus particuliers, plus récemment écoles – ce qui complique encore la lecture des actes de violence.²¹ Qui plus est, les attaques ne font pas systématiquement l'objet de revendications et ne s'inscrivent pas dans des lignes politiques ou des clivages répertoriés nationalement. Enfin, la mainmise des groupes djihadistes sur cette violence rend une négociation officielle d'autant plus problématique.²²

En dépit de ces empêchements réels, la détérioration de la situation au Centre Mali s'impose comme l'un des enjeux majeurs de la stabilité du pays tout entier. Les motifs de la violence paraissent s'inscrire dans une logique différente de celle identifiée anciennement au Nord, tout en se nourrissant de l'instabilité générée par le conflit de 2012. C'est pourquoi il est nécessaire d'inscrire la lecture de ces événements dans un contexte à la fois influencé par les violences de 2012 mais en y intégrant une compréhension fine des dynamiques spécifiques au Centre.

¹⁷ Entretien JMAC (Joint Mission Analysis Centre, l'unité pluri-disciplinaire d'analyse de la mission des Nations Unies), Bamako, mars 2017, confirmant la faible capacité d'analyse des organisations internationales sur les régions centre du Mali.

¹⁸ Entretien MINUSMA, Bamako, juin 2017. Sur la difficulté de trianguler les informations et de parvenir à des analyses reflétant la nature du terrain, voir Ferdaous Bouhlel, Yvan Guichaoua et Jean Herve Jezequel, 'The stoning that didn't happen, and why it matters', *African Argument*, 21 June 2017.

¹⁹ « Si la couverture médiatique des événements permet d'attester que l'insécurité gagne en intensité, elle ne permet pas de comprendre qui en sont les vrais acteurs, leurs mobiles ou encore les facteurs et les conséquences de cette insécurité. (...) il s'avère difficile d'identifier les auteurs des attaques commises, pas toujours revendiquées mais fréquemment attribuées aux groupes djihadistes », Adam Thiam, voir note de bas de page 7.

²⁰ *Foreign Policy*, 16 December 2015, « Don't call it a jihadist insurgency – yet ».

²¹ *Jeune Afrique*, 14 décembre 2016 : « Mali : dans la région de Mopti, « l'État ne contrôle plus rien » ».

²² La conférence d'entente nationale de mars 2017 a, par exemple, préconisé un dialogue avec les personnalités des mouvements radicaux tels que Iyad ag Ghali et Amadou Kouffa. Cette proposition a été rejetée, certainement sous la pression de la France pour qui un dialogue avec des terroristes est impossible.

III. La montée d'un phénomène djihadiste malien

Le centre du Mali, et la région de Mopti en particulier, est depuis plusieurs années touché par la violence. Le banditisme (vols de véhicule ou de bétail, attaques des forains) et les règlements de compte politiques y sont de plus en plus fréquents.²³ Si ces actes de violence sont difficiles à interpréter de prime abord, l'implantation progressive de groupes djihadistes, organisant et revendiquant des attaques à la complexité croissante, a capté l'attention des observateurs, structurant l'interprétation de cette violence sous le prisme d'un agenda islamiste radical et du rejet de l'État séculaire. La question est de déterminer si cette lecture axée sur l'aspect radical de l'idéologie des acteurs du conflit reflète effectivement la réalité de ce qui se déroule dans la région. De plus, il s'agit de savoir si la montée en puissance des groupes djihadistes est liée à des dynamiques propres à la région, ou si elle résulte de l'extension de l'insécurité ayant initialement pris source au Nord du pays.

L'implantation de groupes djihadistes au centre du Mali

Jusqu'à l'année 2015, le centre du Mali pouvait être considéré comme une région secondaire de la violence postcoloniale dans le pays, subissant les conséquences de la mobilisation armée au nord et la présence de groupes djihadistes dans le septentrion malien.

Depuis lors, un groupe opérant sous la direction d'Amadou Kouffa, appelé Front de Libération du Macina ou Katiba Macina, a fait son apparition au centre du pays.²⁴ Actif dans les cercles de Douentza, Youwarou, Mopti et Tenenkou, il rassemble majoritairement des Peuls issus des groupes de pasteurs nomades.²⁵ Ces évolutions ont tôt fait d'être interprétées comme résultant d'une « insurrection djihadiste » en provenance directe du Nord Mali, plusieurs notables parlant même de « manœuvre de diversion » des groupes du Nord, cherchant à ouvrir plusieurs fronts pour lutter contre les forces nationales et internationales.²⁶

Cependant, le groupe mené par Amadou Kouffa est devenu de plus en plus visible et actif en particulier contre des représentants de l'autorité étatique ou traditionnelle.²⁷ Fortement implanté dans la région, il s'est peu à peu imposé comme l'un des acteurs incontournables du conflit affectant le Mali. Malgré cette importance et ce pouvoir de nuisance, le groupe demeure peu

²³ Des chefs de village traditionnels, des commerçants, des figures politiques locales sont ainsi visés par des assassinats. B. Sangaré, *Le Centre du Mali : épicerie du djihadisme ?* Note d'Analyse du GRIP, 20 mai 2016, Bruxelles p. 12.

²⁴ Amadou Kouffa est originaire de la région de Mopti. Prédicateur à succès, et membre de la Dawa, une organisation prosélyte d'origine pakistanaise, il s'est allié, lors de la crise de 2012, au MUJAO et à Ansar Dine. Longtemps silencieux, il est réapparu en 2015 comme leader d'un Front de Libération du Macina aux contours flous, puis officialisé en tant que Katiba Macina. Depuis mars 2017, la Katiba Macina qu'il dirige est membre du Groupe pour le soutien de l'islam et des musulmans, une coalition de groupes djihadistes maliens connue sous son acronyme arabe JNIM.

²⁵ Son aire d'influence s'étend cependant au delà de ces cercles : une vidéo de novembre 2017 montrait un prêche de combattants affiliés à Amadou Kouffa à Gogui, dans le cercle de Niou du Sahel, dans la région de Koulikouro.

²⁶ Foreign Policy, 16 December 2015, « Don't call it a jihadist insurgency – yet », et entretien avec un notable de la région Centre, Bamako, juin 2017.

²⁷ Le groupe de Kouffa a très peu effectué de revendications d'attaques, celles-ci lui étant fréquemment attribuées sans que l'on soit sûr de l'identité des auteurs.



lisible sur le plan de la communication, flou sur le plan organisationnel, et se revendiquant d'un agenda politique peu clair.²⁸

L'intégration dans le mouvement djihadiste malien

La création, en mars 2017, d'une coalition de groupes djihadistes au Mali, le Jama'at Nusrat ul-Islam wal-Muslimeen (JNIM), associant des groupes armés de la région de Mopti dont la Katiba Macina, semble inscrire les différents groupes djihadistes du Mali dans le cadre d'une lutte globale dépassant les dynamiques strictement régionales.²⁹

La multiplication des attaques contre la MINUSMA et les forces de défense et de sécurité maliennes en témoigne, le JNIM internationalisant les risques sécuritaires au Mali.³⁰ Plus structuré et capable de perpétrer des attaques contre les forces de sécurité et les représentants de l'État, la rhétorique de la communication du JNIM pointe une volonté d'ancrer la lutte armée djihadiste dans un discours malien autant que global en insistant sur son ancrage local via l'appel aux différentes communautés du Mali, en particulier peules, pour commettre ses attentats les plus spectaculaires.³¹

Ainsi, l'apparition d'un front djihadiste au centre du Mali pourrait résulter d'une stratégie d'implantation durable des groupes précédemment établis dans le nord du pays, voyant dans l'instabilité de la région de Mopti une opportunité de renforcer leur assise territoriale.

D'autres groupes d'obédience islamique radicale avaient déjà opéré dans les régions du centre auparavant, comme le MUJAO dans le cercle de Douentza lors de la crise de 2012. Ces groupes s'étaient, eux aussi, inscrits dans des dynamiques locales et avaient pris soin de s'assurer le soutien de certains groupes de population en adoptant un discours et des modes opératoires compatibles avec les revendications communautaires de leur localité. Mais le ralliement d'Amadou Kouffa aux groupes opérant traditionnellement plus au nord semble bel et bien indiquer une inflexion du discours porté sur une vision géopolitique de combat contre les forces occidentales, plutôt que basé sur des dynamiques spécifiques à la région de Mopti.

Cette ouverture de la focale servirait un double intérêt : l'élargissement de leur champ d'action et une assise malienne renforcée pour les groupes traditionnellement implantés dans le Nord ; l'inscription dans un discours

²⁸ Le nom même du groupe, « Front de Libération du Macina », n'a jamais été utilisé par Kouffa lui-même. Il est apparu dans une communication transmise au média Mauritanien Al Akhbar en 2015, mais sa première communication officielle date de mai 2016, sous le nom de « Katiba du Macina », affiliée à Ansar Dine. RFI, 19 Mai 2016, « Le Front de libération du Macina menace la France et ses alliés dans une vidéo ».

²⁹ En mars 2017, une déclaration vidéo a annoncé la fusion de plusieurs groupes djihadistes au Mali sous l'appellation Jama'at Nusrat ul-Islam wal-Muslimeen (JNIM), que l'on peut traduire par Groupes de soutien de l'islam et des musulmans (GSIM). Ce nouveau groupe réunit les groupes djihadistes basés dans les régions du Nord comme Al-Qaeda au Maghreb Islamique, Al mourabitoune ou Ansar Dine, mais également, et c'est frappant, des représentants des groupes des régions centrales comme le Front de libération du Macina (également connu sous le nom de Katiba Macina).

³⁰ Les violences contre les forces de sécurité nationales et internationales ont connu une augmentation de 102 % au cours de l'année 2017, par rapport à l'année précédente. Conseil de sécurité des nations unies, Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali, 28 septembre 2017, S/2017/811 p. 8.

³¹ La revendication par JNIM de l'attaque du centre touristique « campement Kangaba », le 18 juin 2017, fait clairement référence à cet ancrage malien et peul. Le communiqué mentionne, en effet, des références à « notre terre », et aux « nobles tribus peules ». Communiqué JNIM, 19 juin 2017.

Annexe 1. Les bourgoutières et les droits d'usage

Les bourgoutières, ces champs fertiles situés dans le Delta intérieur du Niger, sont une ressource agro-pastorale extrêmement importante pour l'activité économique et culturelle.

Entre Diafarabe et Dialloube, des transhumances saisonnières, précisément codifiées par la tradition, organisent l'arrivée du bétail dans des pâtures selon les saisons. Ces transhumances sont l'occasion de fêtes et d'événements culturels, mais elles sont aussi l'occasion de transactions économiques (au travers de la perception de taxes) et sont organisées selon des relations de pouvoir codifiées entre propriétaires coutumiers des terres et pasteurs nomades.

Les droits d'usages collectés par les propriétaires sur les pasteurs nomades sont aujourd'hui contestés et les relations de pouvoir, héritées de la Dina de Sékou Amadou et perpétuées au fil des siècles, sont remises en cause.

Source : entretiens avec des notables de la région de Mopti et documents de Tabital Pulaaku, juin et septembre 2017, Bamako.

idéologique plus large que celui des seules revendications communautaires peules pour les groupes du centre du pays. Une communication audio récente d'Amadou Kouffa indique significativement une certaine distanciation vis-à-vis des revendications peules du Centre (tout en reconnaissant l'existence de celles-ci) et une déclaration d'allégeance au JNIM et à son chef, Iyad ag Ghali.³²

En dépit de cette évolution réelle du discours des groupes en présence dans le centre du pays, basé sur une idéologie djihadiste et un agenda dépassant les frontières du seul Mali, la montée de la violence au centre du pays ne relève pas uniquement de ce seul aspect. Il est difficile en effet d'interpréter certaines des attaques récentes comme résultant du « djihadisme » en tant que tel. Certains acteurs locaux représentant les autorités traditionnelles réfutent même l'existence de cet agenda djihadiste – assimilant les actes de violence à du simple banditisme, ou à de l'opportunisme.³³ Pour dépasser la polarisation de ces deux grilles interprétatives, il faut se pencher sur une analyse locale des dynamiques prises par ces conflits au Centre Mali.

IV. Le Centre : un « nouveau » front du conflit au Mali ?

Il paraît malaisé de parler de crise « au Centre », comme si une conception unitaire des conflits pouvait suffire. Ce qui se passe dans le cercle de Douentza diffère de ce qui prend cours dans ceux de Tenenkou ou de Youwarou. Il n'y a pas, à ce jour, de facteur unificateur des différentes dynamiques de violence, comme pourrait le produire une délimitation claire des lignes de conflit et la puissance fédératrice d'un acteur violent uniforme et identifié sur un territoire donné (comme, par exemple, l'émergence des groupes composant aujourd'hui la Coordination des Mouvements de l'Azawad ou encore le discours sur l'indépendance de l'Azawad qui a pu tracer des lignes de démarcation, si artificielles soient elles, entre les acteurs du Nord).

Géographiquement, on l'a dit, la notion même de Centre est sujette à caution. La région de Ségou, dans cet ordre d'idée, est, de façon croissante, elle aussi concernée par la violence tandis que les caractéristiques des conflits prenant cours dans la région de Mopti se retrouvent également, dans une certaine mesure, dans le nord du Burkina Faso ou dans le nord de la région malienne de Koulikouro. Une définition géographique, ou territoriale, de la

³² Déclaration en format audio attribuée à Amadou Kouffa, 21 août 2017.

³³ Entretien avec un notable de la région de Mopti, Bamako, septembre 2017.



crise est donc délicate et risque de faire manquer l'analyse de conflits micro-locaux reliés aux mêmes facteurs.

Les dimensions socio-économiques du conflit

Ainsi de la dimension socio-économique de nombreux conflits. Le Centre est en effet une région fertile où cohabitent des groupes ethniques aux traditions socio-économiques complémentaires mais épisodiquement conflictuelles. Les Peuls, éleveurs semi-nomades, y côtoient des Tamasheq, des Songhaïs, des Bozos, des Bambaras et des Dogons. Les Bozos exercent traditionnellement des activités de pêche quand d'autres groupes pratiquent l'élevage ou les activités agricoles. Ces activités sont régulées par un ensemble de normes et de traditions qui se superposent aux lois nationales.³⁴ Cependant, ces normes ne parviennent plus, aujourd'hui, à réguler la gestion du foncier entre les différentes communautés, leur légitimité se trouvant contestée.³⁵ Des conflits, parfois extrêmement violents, éclatent entre les groupes en présence, fréquemment liés à des contestations concernant la gestion des terres et la légitimité des accords historiques régulant leur exploitation.³⁶

Les changements climatiques et les évolutions socio-culturelles ont modifié les activités économiques des différents groupes. Croissance démographique, morcellement des terres, croissance des troupeaux, développement de l'agriculture intensive promue par les gouvernements successifs avec l'appui des partenaires internationaux ont perturbé la mise en œuvre et la pertinence de ces normes historiques et l'équilibre des pouvoirs entre éleveurs et agriculteurs. Les premiers, notamment, ont vu les espaces de pâturage se réduire, bouleversant de fait l'adéquation traditionnelle entre mode de production, position dans la hiérarchie sociale et accès au pouvoir local.³⁷

De plus, la superposition de normes étatiques à ces modes de régulation traditionnels a profondément contribué à en diminuer la légitimité. Si l'État a intégré certaines règles coutumières à l'intérieur de son corpus législatif, ces règles deviennent ipso facto contestables par de nouveaux moyens, comme la justice formelle. L'émergence de la compétition électorale et d'une (relative) autorité conférée par l'État à une nouvelle classe d'élus locaux a permis à certains groupes de remettre en cause les autorités traditionnelles dépositaires des coutumes ancestrales. Si certaines personnalités traditionnelles sont parvenues à conforter leur assise locale par un mandat électoral, les élections ont pu, à certaines occasions, présenter une opportunité de contestation d'anciennes autorités, ou du moins de rendre cette contestation plus visible en la portant dans le champs politique formel. Dans les lignées Touaregs de la région de Kidal par exemple, les élections ont été vues par certains clans comme un moyen de remettre en cause le pouvoir traditionnel des Ifoghas.

³⁴ Voir par exemple Gremont et al., *Les liens sociaux au Nord Mali – récits et témoignages*, Khartala, 2004.

³⁵ Entretien avec Tabital Pulaaku (association peule), juin 2017.

³⁶ Des conflits extrêmement violents ont opposé Peuls et Dogons dans le cercle de Koro en juin 2017, Peuls et Bambaras dans le cercle de Macina en février 2017.

³⁷ Pour une analyse de la politique des modes de gestion des ressources foncières, voir Niagalé Bagayoko, Boubacar Ba, Boukary Sangaré, Kalilou Sidibé, « Masters of the Land, Competing customary and legal systems for resource management in the conflicting environment of the Mopti region, Central Mali », *The Broker Online*, Juin 2017.



À la faveur de la crise de 2012 et du vide sécuritaire qui s'en est suivi, la banalisation de la violence, le sentiment d'impunité, la disponibilité des armes à feu et la généralisation de la contestation des normes coutumières ont été autant de facteurs favorisant l'escalade violente des conflits.

Un particularisme culturel et religieux

Largement gouverné par ces normes traditionnelles, le centre du Mali a aussi, historiquement, exprimé un particularisme sur le plan culturel et religieux.³⁸ Les populations peules ont toujours manifesté une défiance par rapport à l'État. Convaincues d'avoir été marginalisées par la constitution d'un état calqué sur le modèle de l'ancienne puissance coloniale, lésées par la montée en puissance d'une administration étatique permettant une ascension sociale, elles se sentent tenues à l'écart de l'accès au pouvoir qu'autorisent une éducation formelle et les recrutements au sein de l'administration publique.

Les Peuls, réticents à accepter la formation d'une structure étatique contestant les pratiques coutumières et modifiant les structures sociales traditionnelles mises en place depuis l'empire du Macina au XIXe siècle, ont de fait peu profité des possibilités de promotions sociales que permettait un enrôlement dans les forces de défense et de sécurité, ou dans la politique au niveau national.³⁹ L'État, et son administration, sont souvent perçus comme fonctionnant sur un mode de clientélisme communautaire, et la sous-représentation des Peuls, réelle ou fantasmée, joue en leur défaveur.⁴⁰

Le particularisme est également religieux. Les Peuls se vivent largement et sont en retour perçus comme les tenants d'un islam pur, dans le sillage de la confrérie soufie qaddiriya, sensible à une application rigoriste de l'Islam. La combinaison de cette identité religieuse et des structures sociales héritées de l'empire du Macina (ou Dina) renforce encore chez les Peuls la polarisation entre État séculaire considéré comme importé et récent et structures traditionnelles issues de la coutume, de l'histoire et de la religion.

Opportunément reprises dans le discours des groupes djihadistes cherchant un ancrage local, les références à l'empire du Macina sont légion, que ce soit dans le nom du groupe mené par Amadou Kouffa, dans ses interventions par message audio ou, plus récemment, dans les communiqués officiels du JNIM. Cette rhétorique renforce le discrédit contre les institutions de l'État, « héritier du système français », et contre les institutions éducatives,

³⁸ Sur la construction de l'identité peule, en complémentarité ou en opposition à la culture mandingue, voir Mirjam de Brujn et Han van Dijk, *Peuls et Mandingues : dialectiques des constructions identitaires*, Khartala, Paris, 1997.

³⁹ Il est à noter que certaines personnalités peules ont cependant accédé à de hautes fonctions dans l'administration – comme l'ancien président de l'assemblée nationale Ali Nouhoum Diallo, ou le général Ila Cissé au sein de l'armée, et Entretien avec Kisal (une organisation de défense des peuls), juin 2017, Bamako.

⁴⁰ Entretien avec Tabitaal pulaaku, ancien élu du cercle de Tenenkou, juin 2017, Bamako, et Il existe une « animosité de la part des acteurs traditionnellement dominants dans la gestion des ressources envers l'État malien, dont les politiques sont vues comme remettant en cause les équilibres ancestraux », Niagalé Bagayoko, Boubacar Ba, Boukary Sangaré, Kalilou Sidibé in « Gestion des ressources naturelles et configuration des relations de pouvoir dans le centre du Mali : entre ruptures et continuité », ASSN, 2017, p. 18.



jugées illégitimes car venant de l'extérieur et se trouvant en inadéquation avec la culture locale.⁴¹

Le retrait de l'État et l'émergence de systèmes parallèles de sécurité

La crise de 2012 a donc constitué une opportunité, pour certains acteurs, d'exprimer leurs contestations violentes de l'ordre établi, représenté à la fois par l'État, on l'a dit, mais également par les normes traditionnelles. En effet, le retrait des agents de l'État de plusieurs zones du centre a libéré un espace de contestation de ces normes étatiques et des hiérarchies traditionnelles. L'État, jusqu'ici, avait été le garant d'un certain degré de stabilité. La compétition électorale et les nominations au sein de l'administration permettaient un renouvellement des élites, mais contrôlé et de faible ampleur en raison d'un processus démocratique demeurant marqué par le clientélisme et la tendance au maintien des relations de pouvoir en place. Alors que les élections auraient pu permettre un certain renouvellement du personnel politique, la sélection des candidats restait majoritairement en faveur des élites peules ou de candidats soutenus par elles. Le retrait des agents de l'État a ouvert la voie à des revendications plus radicales, à une faible protection des élites formelles ou traditionnelles contestées en raison de cette inertie démocratique.

Le retrait des agents de l'État a également déstabilisé toutes les couches de la société : les services de bases n'étant plus efficacement assurés, de nombreuses organisations locales, encouragées par le vide sécuritaire grandissant, se sont substituées à l'État en assurant les services nécessaires au fonctionnement des communautés. Des comités de crise ont vu le jour, le plus souvent sur base communautaire, et ont organisé des patrouilles ou mis en place des groupes d'autodéfense afin d'assurer une présence sécuritaire pour les membres de leur communauté.

Au plus fort de la crise, les forces de défense et de sécurité gouvernementales ont pu ignorer, ou bien au contraire accepter et appuyer, la création de ces forces parallèles de sécurité, dont l'existence perdure jusqu'à aujourd'hui.⁴² Les diverses communautés se sont organisées pour se défendre : contre les Terere (voleurs de bétail), les coupeurs de routes, ou l'armement de communautés concurrentes. Ces milices d'autodéfense, souvent fondées sur l'appartenance identitaire, se sont multipliées. Ainsi de Ganda Koy ou Ganda Izo, affiliées aux communautés Songhais, ou du Mouvement pour la Défense de la Patrie de Hama Founé, rassemblant certaines communautés peules. Dès 2012, la région de Mopti a été le théâtre de mobilisations de groupes armés non-étatiques regroupés à Sévaré, et mobilisés contre les groupes armés indépendantistes du Nord.⁴³

Cette militarisation des communautés du Centre a perduré après la signature de l'accord d'Alger de 2015 qui a mis officiellement fin au conflit. Toujours actifs, ces groupes sont de plus en plus difficilement contrôlables et renforcent la capacité des communautés à utiliser la violence armée

⁴¹ Amadou Kouffa oppose dans ses messages audio la France alliée à l'État séculaire du Mali et les héritiers de la Dina, faisant longuement l'éloge de la Dina. Message audio attribué à Amadou Kouffa, 21 août 2017.

⁴² Jeune Afrique, 2016, voir note de bas de page 21.

⁴³ « Mali : en attendant la guerre » in Le Monde, 7 octobre 2012.

comme moyen de promotion de leurs intérêts propres, dans un processus d'autonomisation croissant.

V. La militarisation des revendications politiques et économiques

Le rapprochement entre groupes radicaux (Katiba Macina, Ansar ul Islam et plus récemment JNIM) et populations peules s'est effectué de façon progressive sur la base de clivages intra-communautaires.⁴⁴ S'alignant opportunément sur les besoins matériels, sécuritaires et sur les revendications politiques de ces populations, ces groupes ont accompagné et conforté leur conviction d'être délaissées ou opprimées par l'État central comme par les autorités traditionnelles.⁴⁵

Or, les relations de pouvoir au sein de la société peule, traditionnellement établies, se retrouvent dans tous les aspects de la société. Les relations économiques entre groupes peuls (pastoralisme semi-nomadique ou commerçants) ou la distribution des responsabilités politique (le processus démocratique renforçant souvent la position des détenteurs du pouvoir traditionnel) reflètent la structure hiérarchique de la communauté peule. La contestation de ces équilibres basés sur la tradition, et la remise en cause du statut des couches se situant au bas de l'échelle sociale, assimilées à des « cadets sociaux », donne lieu à de constantes renégociations de ces relations de pouvoir.⁴⁶

Le national et le local : instrumentalisations et légitimations croisées

Ces luttes politiques pour l'accès au pouvoir sont un déterminant majeur pour comprendre les principaux changements récents intervenus au Mali, tout particulièrement dans sa région Centre. L'introduction de la compétition électorale, accentuée par les efforts de décentralisation de l'État, a été comprise comme une opportunité de porter les revendications communautaires peules dans le champ politique et, à l'intérieur des communautés peules, entre les « cadets sociaux » et leurs élites traditionnelles.

En effet, les opportunités économiques offertes par l'aide au développement, portant sur l'accroissement de la productivité agricole, l'accès aux

⁴⁴ Ansar ul Islam est un groupe jihadiste opérant au Burkina Faso voisin.

⁴⁵ Exemple frappant de ce positionnement : la traversée annuelle du Niger et le pâturage des bêtes dans les bourgoutières a, en 2017, été organisée sans le contrôle de l'État. Les groupes radicaux encadrant cette traversée ont aboli les droits perçus par les propriétaires traditionnels des bourgoutières. Il s'agit là d'un parti pris – en ligne avec l'idéologie salafiste – d'abolition des droits héréditaires et de contestation des hiérarchies économiques et de pouvoir traditionnelles.

⁴⁶ Les « cadets sociaux » forment l'ensemble des couches sociales dominées par des « élites ». Ces structurations sociales peuvent être issues de, ou légitimées par, un ensemble de normes traditionnelles et de structures étatiques, héritées de la colonisation par exemple. Au sein de la société peule, les cadets sociaux (Rimaybe, anciens esclaves, ou Sedoobe, les pasteurs semi nomadiques) sont subordonnés aux élites, les Wehebe. Voir Jean-François Bayart, *L'État au Cameroun*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1979.

Il est à noter que la catégorie des cadets sociaux peut aussi être étendue aux femmes ou aux jeunes, qui sont parfois qualifiés de « cadets sociaux perpétuels », pour lesquels aucune mobilité sociale n'est possible. Voir Sow, N. et al., *Société et culture au Mali : Problématiques du changement International*, Alert, Londres, 2014.



points d'eaux ou le soutien aux activités d'élevage sont interprétées, au sein des communautés du centre du Mali, comme bénéficiant à certains groupes plutôt qu'à d'autres. De sorte que si les objectifs économiques et sociaux des politiques de développement peuvent être présentés, au niveau national, comme des objectifs consensuels, ces mêmes politiques donnent lieu à du dissensus au niveau local et intracommunautaire.⁴⁷

Ces dissensions internes aux groupes communautaires se voient renforcées par les groupes armés du centre du Mali, à la recherche d'ancrage local légitimant leur présence et leur permettant d'obtenir le soutien logistique nécessaire à leur installation. En fonction de leur positionnement par rapport aux hiérarchies de pouvoir établies et des opportunités présentées par des proximités identitaires ou idéologiques, ces groupes se rapprochent de certaines couches de la population.

Le MUJAO, à Douentza, a par exemple négocié les conditions de son occupation des grandes villes du cercle en échange de son appui aux pasteurs nomades pour la protection de leur bétail, ce qui a accru la capacité de négociation de ceux-ci pour le rééquilibrage à leur profit de leur influence au sein de la hiérarchie peule.⁴⁸ Lorsque le MUJAO s'est retiré de la zone, c'est le Front de Libération du Macina, ou Katiba Macina, qui a cherché à obtenir l'adhésion des communautés de pasteurs nomades peules. Bien sûr, la communauté peule a été, historiquement, tenante d'un islam radical potentiellement compatible avec certains aspects du salafisme prôné par les groupes djihadistes ; mais les alliances et les clivages communautaires ont permis à ces derniers de jouer des rivalités intracommunautaires pour bouleverser ses hiérarchies sociales internes.

Face à la montée en puissance des groupes djihadistes, l'État, appuyé par ses partenaires internationaux, a bien tenté de reprendre la main. Des opérations d'envergure ont été menées, comme l'opération Seno en octobre 2015. Ces opérations militaires s'appuient notamment sur les renseignements fournis par des autorités locales pour l'identification des cibles terroristes, renforçant encore la tentation pour certaines de ces autorités locales d'en tirer avantage pour éliminer, ou affaiblir, les groupes rétifs à leur autorité en les dénonçant comme appartenant aux groupes terroristes. La réponse sécuritaire à cette mobilisation, qui relève essentiellement de revendications sociales au sein de la société peule, a encore renforcé le clivage entre autorités étatiques et pasteurs nomades.

Des enjeux sécuritaires nationaux liés à la lutte anti-terroriste sont, encore une fois, réinterprétés et utilisés au niveau local pour renforcer ou contester les rapports de pouvoir au sein des communautés en conflit.

Une adhésion progressive à l'idéologie djihadiste ?

Le rapprochement idéologique, tantôt réel et tantôt intéressé, entre communautés majoritairement peules du centre du Mali et groupes djihadistes, se décline donc dans un environnement marqué par une contestation sociale

⁴⁷ Niagalé Bagayoko, Boubacar Ba, Boukary Sangaré, Kalilou Sidibé, 2017, voir note de bas de page 40.

⁴⁸ « Le discours égalitariste du djihadisme (...) renforce chez les combattants la conviction que la cause permet de s'affranchir des barrières socioculturelles », Adam Thiam, voir note de bas de page 7.

grandissante. Le djihadisme d'inspiration salafiste correspond de fait aux aspirations politiques, économiques et sécuritaires de certains acteurs de la région.⁴⁹ Il s'appuie également sur cet héritage historique fréquemment mobilisé de l'Empire du Macina, qui représente dans l'imaginaire peul l'âge d'or du centre du Mali.⁵⁰ Les premiers djihads menés par l'empire contre les royaumes bambaras et les concurrents régionaux sont ainsi régulièrement mentionnés lors des exhortations guerrières d'Amadou Kouffa.

Pourtant, dans les faits, si les origines de l'implantation des groupes djihadistes au centre du Mali proviennent indéniablement de tensions propres à la région de Mopti, d'autres indices tendent à montrer une évolution vers des revendications et un agenda dépassant les seules dynamiques locales. Les attaques récentes, symptomatiques de cette évolution, pointent davantage vers le rejet de l'État malien et de la modernité, dans une logique qui n'est pas sans rappeler celle de Boko Haram au Nigeria.

Les écoles, par exemple, sont, et c'est inédit, particulièrement ciblées, alors que d'autres services de base assurés par les humanitaires dans le domaine de la santé sont épargnés, étant sans doute moins porteurs de charge politique et idéologique.⁵¹ En 2014, 64% des enfants de 7 à 11 ans étaient déscolarisés dans le centre de Mopti, faisant de la zone la deuxième région la plus touchée par ce phénomène après Tombouctou.⁵² En mai 2017, 41 % des écoles de la région de Mopti affichaient portes closes pour des raisons liées à l'insécurité.⁵³

D'une alliance de convenance, axée sur l'auto défense et la promotion d'intérêts politiques et économiques micro-locaux, l'enrôlement dans les groupes radicaux se fait aujourd'hui également depuis une base idéologique. L'attrait du salafisme, porteur d'une remise en cause des rôles sociaux et économiques préétablis, semble se renforcer :⁵⁴ l'ordre social promu par les groupes radicaux comme le MUJAO, puis les soutiens de Amadou Kouffa, défendant une émancipation des hiérarchies traditionnelles (« illégitimes ») et du contrôle de l'État (« porteur de normes étrangères à la culture locale »), trouvent un écho naturel dans les populations.

Les stratégies d'implantation des groupes djihadistes de façon générale, et en particulier du groupe lié à Amadou Kouffa, se fondent donc sur une compétition avec les services de l'État avec la mise en œuvre de services sociaux de base (justice, éducation, modes de gouvernance adaptés aux normes locales). Une stratégie en adéquation avec les attentes concrètes de ces populations tout en les reliant à un idéal religieux fondé sur une interprétation du Coran promouvant des idéaux de justice et d'égalité sociale.

Par conséquent, le soutien de certains groupes peuls à Amadou Kouffa se fixe sur des revendications préexistantes, mais en les reformulant en fonction du contexte de la crise malienne. La montée en puissance des groupes djihadistes correspond à cette double lecture : attrait idéologique d'un modèle de société émancipateur d'une part ; incapacité supposée de l'État

⁴⁹ « Au Sahel, une paix introuvable », in Mediapart, 9 octobre 2017.

⁵⁰ Adam Thiam, voir note de bas de page 7.

⁵¹ Sahelien.com : « Au Centre du Mali, les extrémistes décrètent l'école « haram » » ; Journal du Mali, « Nord et Centre du Mali : guerre contre l'éducation ? »

⁵² UNICEF, « Les enfants non scolarisés et déscolarisés au Mali », 2015.

⁵³ Cela représente 248 écoles fermées sur les 601 écoles dans les communes affectées par l'insécurité, sur les 1849 écoles que compte la région. Voir Cluster Education Mali, « Situation des écoles affectées par la crise sécuritaire », mai 2017.

⁵⁴ Ferdaous Bouhleb, Yvan Guichaoua et Jean Hervé Jezequel, voir note de bas de page 18.



malien à proposer un mode de gouvernance légitime aux yeux de l'ensemble des communautés d'autre part.

VI. Des réponses trop exclusivement sécuritaires

La situation dans le Centre résulte donc de facteurs de gouvernance, de perception de marginalisation, et de concurrence de modèles de société. La complexité et l'imbrication de ces différents facteurs, souvent mal identifiés, ainsi que la nécessité d'agir pour rétablir un minimum de sécurité, n'ont pu jusqu'ici donner lieu qu'à des réponses peu coordonnées et peu efficaces.

L'État Malien, perçu comme peu efficace et peu légitime

La réponse à cette montée des mobilisations armées a été essentiellement sécuritaire. Face à la montée des groupes djihadistes, tels que la Katiba Macina, l'État a procédé au déploiement de forces de sécurité supplémentaires dans la région Centre.⁵⁵ Peu au fait de la complexité des rapports entre groupes armés et différentes couches de la population, peu désireuses de plier l'exercice de l'autorité étatique à des particularismes régionaux, elles ont procédé à des arrestations visant de façon indiscriminée les populations.⁵⁶ Ces opérations, et les exactions commises en ces occasions, n'ont pu qu'accentuer le sentiment de marginalisation et d'oppression ressenti par les populations peules.⁵⁷

Sur le plan du développement, l'insécurité affecte fortement la présence de l'État et sa capacité à assurer les services sociaux de base. Les fonctionnaires en poste dans la zone doivent fréquemment fuir en raison des menaces perpétrées à leur rencontre.⁵⁸ D'autant que les actions menées pour contrer les menaces terroristes ont, elles aussi, un impact sur la capacité des habitants à accéder aux marchés et aux centres de santé.⁵⁹

D'autre part, la négociation d'un processus de paix (à Ouagadougou en 2013, puis à Alger en 2015), a largement laissé de côté les communautés du Centre et les groupes armés y opérant. Les promesses de reconnaissance de nouvelles relations de pouvoir au travers de la décentralisation et, surtout, des prébendes du processus de DDR (Désarmement, Démobilisation et Réintégration des anciens combattants) ont pu avoir un effet incitateur sur certains groupes du Centre, agissant comme une sorte de « prime à la rébellion ». Des milices comme celles des Dozos (des communautés traditionnelles

⁵⁵ Opération Seno, lancée en octobre 2015, ou encore mise en place d'une force régionale des pays de la région, appelée Force Conjointe du G5 Sahel, qui doit se déployer fin 2017 dans le centre du Mali. L'un des trois objectifs de la Force Conjointe est de combattre le terrorisme.

⁵⁶ Human Rights Watch, *Military Might Alone Won't Pull Mali From Quagmire*, 19 mai 2017.

⁵⁷ Human Rights Watch, « Mali : Unchecked Abuses in Military Operations », 8 septembre 2017. Le gouvernement malien réfute ces allégations. Voir BBC World Service, « Il n'y a aucun charnier au Mali » selon le gouvernement, 27 septembre 2017.

⁵⁸ UNICEF, « Les enfants non scolarisés et déscolarisés au Mali », 2015.

⁵⁹ Face à l'insécurité et à la multiplication des attaques menées par des hommes se déplaçant en motos, le gouvernement a interdit la circulation des motos de façon partielle ou totale dans certains cercles du Centre en février 2017. Selon un rapport d'ONG humanitaires, cette interdiction a des effets négatifs conséquents sur l'accès aux services de santé et d'éducation dans les zones concernées. Elle aurait aussi des impacts négatifs en termes de sécurité. Voir Terre des hommes, « Note d'analyse sur la mesure d'interdiction de circuler à motos dans plusieurs zones du centre du Mali », 30 mars 2017.

et mystiques de chasseurs, très actifs dans le nord de la région de Ségou), ou des milices communautaires en quête de reconnaissance officielle pour les Peuls du Centre, se sont puissamment armées. Et tentent, au travers de coups de force ou de confrontations violentes, de faire valoir leur présence et leur pouvoir de nuisance, ou d'accentuer encore leur mandat auto-conféré de forces de protection de leur communauté, pour mieux négocier.⁶⁰

Reste que l'incapacité de l'État à imposer la paix et la sécurité par la force, ainsi que le manque de légitimité et d'acceptation locale des forces de sécurité, ont miné la confiance des populations dans les initiatives du pouvoir central.⁶¹

Des ébauches de réponses politiques globales, encore peu coordonnées

Certaines personnalités du Centre ont bien évalué le danger représenté par le rapprochement entre populations marginalisées et groupes radicaux et ont tenté de porter les revendications locales au travers de plateformes politiques. La création d'associations peules représentant les pasteurs nomades (comme Dewraal Pulaku, en octobre 2014) et d'autres initiatives de même nature, ont eu pour principal objectif de porter dans le champ politique les conflits intra-communautaires entre pasteurs nomades et élites peules.⁶² Peu écoutées, peu soutenues, elles n'ont pu atteindre les objectifs fixés, renforçant par contraste l'attrait de la contestation armée pour faire avancer les revendications.⁶³

Au plan national, le gouvernement semble avoir pris conscience des limites d'une réponse exclusivement sécuritaire. Récemment, des camps de regroupement pour anciens combattants ont été annoncés pour la région Centre, dans les cercles de Douentza, Tenenkou et Koro. Ces camps, en plus de ceux mis sur pied en collaboration avec la MINUSMA pour les régions Nord dans le cadre des programmes de DDR, auraient pour principal objectif de désarmer les milices d'autodéfense. Mais ils pourraient aussi offrir une alternative matérielle aux individus désireux de se démarquer des groupes radicaux, en leur proposant un possible accès au processus de DDR.⁶⁴

Parallèlement, un dialogue a été ouvert par le gouvernement malien sur les liens entre sécurité et développement, à travers le lancement du Plan de Sécurisation Intégrée des Régions du Centre (PSIRC). Cette ouverture, cependant, se doit de tirer les leçons de précédentes tentatives d'allier approche sécuritaire et politique de développement.⁶⁵ Le PSIRC, piloté par le ministère de la Sécurité, semble faire des propositions concrètes sur le

⁶⁰ Tels que celles de Mouvement pour la Défense de la Patrie du Delta Central, du Hayre et du Seno (MDP) de Hama Founé ou de l'Alliance nationale pour la sauvegarde de l'identité peule et la restauration de la justice (ANSIPRJN).

⁶¹ Dans le cercle de Koro, par exemple, suite à des violences entre groupes dogons et peuls, une médiation locale a recommandé aux forces de sécurité de ne pas se déployer dans la zone pour éviter d'exacerber les tensions. Voir Conseil de sécurité des nations unies, « Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali », 28 septembre 2017, S/2017/811, p. 9.

⁶² Dewraal Pulaaku, « Procès verbal du Forum local de l'Association Dewraal Pulaaku du Cercle de Douentza-ADPCD sur la Paix et la Cohésion sociale », 20 octobre 2014.

⁶³ Entretien avec un chef groupe armé de la région de Tombouctou, mars 2017, Bamako.

⁶⁴ Entretiens avec un notable de Bamako, autorité locale de Douentza, MINUSMA (unités RSS et DDR), juin 2017.

⁶⁵ Sur la base, notamment, de l'expérience controversée du Plan Spécial pour la Sécurisation et le Développement du Nord (PSPSDN), élaboré en 2011. Sur cette expérience, voir notamment Ibrahim



redéploiement de force de sécurités maliennes, mais sans véritable plan de communication au niveau local, et sans stratégie de relance économique et sociale clairement identifiable.

Une réflexion a été entamée pour mieux faire co-exister programmes de sécurité et programmes de développement. Cependant, ces initiatives semblent trop peu coordonnées : d'ailleurs, le déploiement de la force conjointe du G5, prévue pour le dernier trimestre 2017, vise encore à imposer une lecture sécuritaire de la situation et à combattre le terrorisme dans la zone, alors que d'autres initiatives misent sur l'ouverture d'un dialogue politique avec les acteurs clé du centre du pays.⁶⁶

Le Haut Conseil Islamique du Mali a ainsi été mandaté pour une mission de bons offices, afin d'identifier des bases de négociation. Si l'implication de ces personnalités religieuses est sujette à caution, elle est toutefois considérée comme salutaire par les interlocuteurs du centre du Mali. Le fait religieux y est une réalité : l'Islam est un marqueur d'identité forte pour les populations locales, et véhicule une idéologie permettant la contestation des modes de gouvernance traditionnels ou étatique. Un dialogue utilisant des vecteurs religieux « facilitateurs » dans l'élaboration de réponses concernant de nouveaux modes de gouvernance est donc approprié.

L'ouverture d'un dialogue semble donc soutenue par le gouvernement, sur le plan du DDR, de la formulation de plans stratégiques de sécurisation et de développement, ou encore de missions de dialogues confiées à des personnalités. Si ces développements sont encourageants, la stratégie du gouvernement malien doit être plus cohérente et proposer des solutions traitant simultanément les enjeux sécuritaires, politiques et sociaux, en lien étroit avec les acteurs locaux porteurs de revendications.

Il apparaît ainsi essentiel de mieux comprendre les aspirations des populations acteurs ou victimes du conflit dans le centre du Mali afin, d'une part, de saisir les ressorts de la violence et, d'autre part, d'être en mesure d'y répondre efficacement. La capacité de l'État à se tenir comme un arbitre légitime des conflits locaux à même de soutenir la négociation d'accords entre communautés du Centre, et de répondre aux besoins exprimés par les différentes couches de la population en termes de services sociaux de base, sera primordiale pour permettre le retour de la stabilité dans les régions concernées.

Ag Youssef, Ferdaous Bouhlel, André Marty, Jeremy Swift, « Étude sur les stratégies de développement économique et social des régions Nord du Mali (Tombouctou, Gao, Kidal) », mars 2012.

⁶⁶ Annelies Hickendorff, Aurélien Tobie and Dr Jaïr van der Lijn, « Success of Joint Force Sahel depends on local actor engagement », SIPRI, 18 août 2017.

SIPRI is an independent international institute dedicated to research into conflict, armaments, arms control and disarmament. Established in 1966, SIPRI provides data, analysis and recommendations, based on open sources, to policymakers, researchers, media and the interested public.

GOVERNING BOARD

Ambassador Jan Eliasson,
Chair (Sweden)
Dr Dewi Fortuna Anwar
(Indonesia)
Dr Vladimir Baranovsky
(Russia)
Ambassador Lakhdar Brahimi
(Algeria)
Espen Barth Eide (Norway)
Ambassador Wolfgang
Ischinger (Germany)
Dr Radha Kumar (India)
The Director

DIRECTOR

Dan Smith
(United Kingdom)



**STOCKHOLM INTERNATIONAL
PEACE RESEARCH INSTITUTE**

Signalistgatan 9
SE-169 72 Solna, Sweden
Telephone: +46 8 655 97 00
Email: sipri@sipri.org
Internet: www.sipri.org

SIPRI INSIGHTS ON PEACE AND SECURITY NO. 2017/5

LE CENTRE MALI : VIOLENCES ET INSTRUMENTALISATION CROISÉES

AURÉLIEN TOBIE

CONTENTS

I. Introduction	1
II. Le centre du Mali dans la crise de 2012	2
Des grilles de lecture du conflit concurrentes	3
Le centre du Mali oublié ?	4
III. La montée d'un phénomène djihadiste malien	6
L'implantation de groupes djihadistes au centre du Mali	6
L'intégration dans le mouvement djihadiste malien	7
IV. Le Centre : un « nouveau » front du conflit au Mali ?	8
Les dimensions socio-économiques du conflit	9
Un particularisme culturel et religieux	10
Le retrait de l'État et l'émergence de systèmes parallèles de sécurité	11
V. La militarisation des revendications politiques et économiques	12
Le national et le local : instrumentalisations et légitimations croisées	12
Une adhésion progressive à l'idéologie djihadiste ?	13
VI. Des réponses trop exclusivement sécuritaires	15
L'État Malien, perçu comme peu efficace et peu légitime	15
Des ébauches de réponses politiques globales, encore peu coordonnées	16
Annexe 1. Les bourgoutières et les droits d'usage	8

L'AUTEUR

Aurélien Tobie (France) est chercheur senior et chargé du Projet "La société civile et la construction de la paix au Mali" du SIPRI. Entre autres, ses recherches portent sur les perceptions, par les communautés, des conflits et des violences, sur les réponses apportées à l'extrémisme violent, sur les conflits et le développement sensibles aux questions de genre. Avant de rejoindre le SIPRI en octobre 2016, il a travaillé à la délégation de l'Union européenne au Mali, en qualité de conseiller politique sur la réconciliation. Auparavant, il a travaillé comme analyste politique à l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE), sur le New Deal pour les Etats fragiles et comme conseiller sur les conflits pour le Department for international Development Britannique (DFID), ainsi que comme formateur et facilitateur sur les questions de consolidation de la paix pour International Alert.